RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de Maine-et-Loire

Commune de BARACÉ

Nombre de Conseillers

En exercice	: 15
Présents	: 11
Votants	: 14
Excusés	: 4
Absents	: 0

PROCÈS-VERBAL
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 17 décembre 2024
à 20 h 00

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept du mois de décembre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Christine RICHARD, Maire.

Date de la convocation : 10/12/2024

Présents : Christine RICHARD, Maire ; Tania LANGLAIS, Joël DRONNE, Adjoint ; Thierry MOREAU, Joël FROGET, Cédric CLAVREUL, Maud MOREAU-LANGLAIS, Erwan CARAËS, Karine LAUNAY, Graziella LEBEAU, Wesley BOISARD Conseillers Municipaux.

Excusés : Marion BODINEAU qui a donné pouvoir à Tania LANGLAIS, Émerik GILBERT qui a donné pouvoir à Cédric CLAVREUL, Margueritte DELVAL qui a donné pouvoir à Christine RICHARD et Julien MICHELY.

Madame le Maire déclare la séance ouverte à 20 heures 05.

Secrétaire de séance : Karine LAUNAY

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal de la séance précédente.

Sur proposition de Madame le Maire, le conseil municipal décide de rajouter à l'ordre du jour les questions « Déclassement de voirie » et « Vente d'une parcelle »

ORDRE DU JOUR :

1. RPQS 2023 assainissement collectif,
2. RPQS 2023 assainissement non collectif,
3. FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement),
4. SIEML : Conseil en Energie Partagé (CEP),
5. Frais de scolarité 2023-2024 HUILLÉ-LÉZIGNÉ,
6. Participation prévoyance,
7. Tarifs 2025 loyers communaux,
8. Tarifs 2025 cimetièrre,
9. Tarifs 2025 photocopies,
10. Tarifs animaux en divagation,
11. Tarifs 2026 Espace Lino Ventura,
12. Déclassement de voirie,
13. Vente d'une parcelle,
14. Questions diverses.

DCM2024/38 – RPQS 2023 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'article D.2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les Maires ou les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents doivent présenter à leur l'assemblée délibérante, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné soit au plus tard le 30 septembre 2024, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'Assainissement Collectif.

Ce document, destiné à l'information des élus et des usagers du service public, expose notamment les différents indicateurs techniques et financiers précisés dans le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, soit au plus tard le 31 décembre 2024.

Il sera ensuite mis à disposition du public, accompagné de l'avis de l'assemblée délibérante, dans chacune des communes membres de l'EPCI dans les conditions prévues selon le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'au siège de l'EPCI.

Vu l'avis favorable de la commission assainissement du 4 septembre 2024 concernant le RPQS Assainissement Collectif établi pour l'année 2023,

Madame le Maire présente le RPQS Assainissement Collectif 2023 qui est approuvé à l'unanimité par le conseil municipal.

DCM2024/39 – RPQS 2023 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'article D.2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les Maires ou les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents doivent présenter à leur l'assemblée délibérante, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné soit au plus tard le 30 septembre 2024, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'Assainissement Non Collectif.

Ce document, destiné à l'information des élus et des usagers du service public, expose notamment les différents indicateurs techniques et financiers précisés dans le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, soit au plus tard le 31 décembre 2024.

Il sera ensuite mis à disposition du public, accompagné de l'avis de l'assemblée délibérante, dans chacune des communes membres de l'EPCI dans les conditions prévues selon le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'au siège de l'EPCI.

Vu l'avis favorable de la commission assainissement du 4 septembre 2024 concernant le RPQS Assainissement Non Collectif établi pour l'année 2023,

Madame le Maire présente le RPQS Assainissement Non Collectif 2023 qui est approuvé à l'unanimité par le conseil municipal.

DCM2024/40 – FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement)

Chaque année, le conseil général sollicite notre participation au financement du Fonds de Solidarité pour le Logement et ce, afin de permettre aux ménages les plus fragiles de notre département de bénéficier d'aides financières leur permettant d'accéder ou de se maintenir dans un logement.

Notre participation pour l'année 2024 s'élève à 148,36 euros. Elle est composée d'une part fixe forfaitaire correspondant au nombre de logements HLM sur notre territoire.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal est d'accord pour participer.

DCM2024/41 – SIEML : CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉE (CEP)

Le SIEML, Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine et Loire est un acteur public de l'énergie au service de la quasi-totalité des communes et intercommunalités. Historiquement acteur de l'électrification, il a élargi son offre de services pour répondre aux besoins des territoires et agir pour la transition énergétique.

En 2020, le Comité syndical du SIEML a modernisé les missions portées par le service « expertise Bâtiments et Chaleur Renouvelable ». Le rôle des conseillers en énergie a été renforcé et le SIEML propose de mettre ses compétences au service de la collectivité dans le cadre de la rénovation énergétique de son patrimoine et de la maîtrise de ses consommations d'eau et d'énergie, objet de la convention.

Notre précédente convention arrivait à échéance en mai 2024 et nous devons donc la reconduire pour 3 ans avec un coût de 314 €/an (0,50 €/habitant).

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal autorise Madame le Maire ou à défaut ses Adjointes à signer la convention qui détermine les modalités pour les études d'aide à la décision.

DCM2024/42 – FRAIS DE SCOLARITÉ 2023-2024 HUILLÉ-LÉZIGNÉ

La commune de Huillé-Lézigné a décidé par délibération du 05/11/2024 :

- De fixer le coût par élève à 1 580,22 € pour un maternelle et 565,55 € pour un primaire pour Baracé,
- De fixer la participation financière pour Baracé à 6 886,43 € (4 maternelles et 1 primaire) pour l'année 2023-2024.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal accepte cette proposition et autorise la commune de Huillé-Lézigné à émettre un titre de recette à l'encontre de la commune de Baracé pour un montant de 6 886,43 €.

Il accepte également que soit émis un titre de recette à notre encontre de 42 € par élève soit 210 € pour les fournitures scolaires.

DCM2024/43 – PARTICIPATION PRÉVOYANCE

À la suite de l'entrée en vigueur des dispositions de l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 (codifiées au sein du code général de la fonction publique) et du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, les collectivités territoriales et établissements publics devront contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent (art. L 827-1 à 3 du code général de la fonction publique), contrat labellisé dans les conditions prévu par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, avec un minimum de 7 € par mois et par agent à compter du 1^{er} janvier 2025.

Madame le Maire rappelle au conseil municipal que :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Considérant que selon les dispositions des articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent.

Considérant que sont éligibles à cette participation les contrats de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité décide :

- d'approuver le principe du financement de la collectivité sur les contrats et règlements labellisés ;
- d'instituer une participation financière à hauteur de 15 € mensuel, par agent, pour le risque « prévoyance », à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- de prévoir les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il est rappelé que la commune, par délibération du 12/12/2013, avait mis en place une participation d'un montant de 5 € par mois et par agent.

DCM2024/44 – TARIFS 2025 LOYERS COMMUNAUX

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide que les loyers communaux seront les suivants à compter du 1^{er} janvier 2025 :

- Café/épicerie (« Chez Lulu »)	: 442,84 €/mois
- Logement (12 rue de la Mairie)	: 587 €/mois
- Jardin à côté du cimetière	: 70 €/an
- Terrain 1 de Grohier	: 150 €/an
- Terrain 2 de Grohier	: 150 €/an
- Jardin rue St Julien	: 30 €/an

Distributeur de pain :

Sur proposition de Madame le Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité décide que l'indemnisation pour le distributeur de baguettes sera de **25 €** par mois à compter du 1^{er} janvier 2025.

Aire de camping-cars :

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide de facturer **10 €** la nuitée à partir du 1^{er} janvier 2025 toute personne stationnant sur l'aire de camping-cars pour nous dédommager des frais d'électricité et d'eau.

DCM2024/45 – TARIFS 2025 CIMETIÈRE

Sur proposition de Madame le Maire et à l'unanimité, le conseil municipal décide de ne pas modifier les tarifs pour 2025 soit :

<u>Tombes</u> :	15 ans	:	70 €
	30 ans	:	120 €
	50 ans	:	190 €

<u>Columbarium</u> :	15 ans	:	300 €
	30 ans	:	550 €
	50 ans	:	750 €

Jardin du souvenir : **60 €** pour la dispersion des cendres et la plaque gravée.

DCM2024/46 – TARIFS 2025 PHOTOCOPIES

Sur proposition de Madame le Maire et à l'unanimité, le conseil municipal décide de ne pas modifier les tarifs pour 2025 soit :

Noir et Blanc : A4 = 0,20 €
 A3 = 0,40 €

Couleur : A4 = 0,50 €
 A3 = 1,00 €

Et pour les associations de Baracé, les tarifs sont les suivants :

Noir et Blanc : A4 = 0,10 €
 A3 = 0,20 €

Couleur : A4 = 0,20 €
 A3 = 0,40 €

DCM2024/47 – TARIFS ANIMAUX EN DIVAGATION

Le maire est responsable de la prévention des troubles causés par des animaux errants dans sa commune (art. L 2212-2, 7° du CGCT et L 211-19-1 du code rural et de la pêche maritime). L'article L 211-19-1 précité interdit de laisser divaguer les animaux domestiques et les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité. Par ailleurs, le code civil dispose, en son article 1243, que le propriétaire d'un animal ou celui qui en a l'usage est responsable du dommage causé par ledit animal « soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ».

Considérant qu'il convient de fixer un tarif pour la capture des animaux errants,

Sur proposition de Madame le Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **Décide** les tarifs suivants, à compter du 1^{er} janvier 2025 pour la prise en charge des animaux errants, quelle que soit l'espèce ou la race de l'animal :
 - Forfait fixe de prise en charge 1^{ère} capture : 20 €
 - Pension par jour : 10 €
 - Forfait fixe de prise en charge 2^{ème} capture : 50 €
 - Week-ends ou jours fériés : les tarifs ci-dessus seront doublés.
- **Autorise** Madame le Maire à émettre les titres correspondants,
- **Autorise** Madame le Maire à signer l'arrêté correspondant.

DCM2024/48 – TARIFS 2026 ESPACE LINO VENTURA

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide les tarifs suivants pour 2026 soit :

			<u>Locations habitants de Baracé *</u>	<u>Locations hors commune</u>
Petite salle et cuisine	Sur semaine	Demi-journée	50 €	75 €
		1 journée	100 €	150 €
	Week-end/jours fériés		230 €	340 €
Grande salle et cuisine	Sur semaine	Demi-journée	75 €	125 €
		1 journée	150 €	250 €
	Week-end / jours fériés		360 €	580 €
Toutes les salles et cuisine	Sur semaine	Demi-journée (5h)	100 €	175 €
		1 journée	200 €	350 €
	Week-end / jours fériés		460 €	770 €

* Ce tarif est accordé une seule fois dans l'année pour un foyer Baracéen.

Un chèque de caution de **1 000 €** sera demandé à la réservation et un de **250 €** pour le nettoyage des tables et des chaises, rendu dans les 15 jours.

Le paiement de la location se fait le jour de la remise des clefs en même temps que l'état des lieux d'entrée.

Le passage supplémentaire du camion sera facturé 250 € au locataire si les BACS de tri et d'ordures ménagères ne sont pas aux emplacements prévus pour la collecte.

DCM2024/49 – DÉCLASSEMENT DE VOIRIE

Madame la Maire rappelle que :

La portion du chemin communal située aux Druttières, cadastrée section A numéro 965 de 1544 m², a cessé d'être affectée à l'usage du public depuis plus de trente années et ne porte pas atteinte à la circulation.

Elle informe le conseil municipal qu'il convient de sortir cette portion de chemin du domaine public routier communal afin de pouvoir procéder à sa vente.

Elle rappelle que l'opération envisagée n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, et qu'aux termes de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décide le déclassement du domaine public d'une portion du chemin communal située aux Druttières cadastrée section A numéro 965 de 1 544 m².

DCM2024/50 – VENTE D'UNE PARCELLE

Pour faire suite à une demande de Monsieur Jean-Paul HOUDU, propriétaire des Druttières, Madame le Maire propose au conseil municipal de céder la portion du chemin communal, cadastrée section A numéro 965.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- **DE CÉDER** pour 500 euros la portion du chemin communal de 1 544 m², cadastrée section A numéro 965, à Monsieur Jean-Paul HOUDU. Les frais de notaire seront à sa charge.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou à défaut ses Adjoints, à signer l'acte à intervenir chez Maître Sandrine MARADAN.

QUESTIONS DIVERSES

1. COMMISSIONS CCALS :

- Urbanisme : Nous avons 3 mois à compter du 5 décembre pour étudier et éventuellement faire des remarques sur le dossier PLUi avant signature finale.

2. COMMISSIONS COMMUNALES :

- Urbanisme-Cadre de vie : L'aménagement extérieur de la mairie est bientôt terminé.
- Enfance/jeunesse : Le CMJ a participé à la journée Mission zéro le 16 novembre et a visité le centre de tri Trivalor le 20 novembre, journées organisées par les 3RD'ANJOU. Ils ont également tenu un stand au marché de Noël pour vendre les décorations qu'ils ont fabriquées.
- Bâtiments : Madame le Maire fait part au conseil municipal de l'avancement des travaux au 12 rue de la Mairie. Elle les informe également des différents devis reçus concernant la réfection de la grille devant la mairie. : sablage sur place + peinture = 6 667,10 € TTC ; démontage pour restauration = 14 828,29 € TTC ; neuf = 22 070,36 € TTC.
Salle des Fêtes : Présentation de l'étude de faisabilité.

3. Voirie : Pour faire suite à l'accord du Département concernant la demande de subvention pour l'aménagement du centre-bourg, le devis de chez Jugé a été réactualisé et a considérablement augmenté avec l'ajout de nouveaux éléments. Nous devons le revoir à nouveau.

4. Le cinéma plein-air aura lieu le vendredi 13 juin avec la projection du film « Un petit truc en plus ».

5. Les vœux du Maire se tiendront le dimanche 19 janvier à 15h.

6. Nous avons acheté une auto-laveuse reconditionnée pour la salle des fêtes pour 1 983,60 € TTC.

7. Nous avons reçu le nouveau photocopieur le 28 octobre.

Plus personne ne demandant la parole, et l'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance à 21 h 15.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Feuille d'émargement des conseillers municipaux
Séance du 17 décembre 2024

NOM des conseillers	signatures	NOM des conseillers	signatures
Christine RICHARD		Marguerite DELVAL	Excusée
Tania LANGLAIS		Maud MOREAU-LANGLAIS	
Joël DRONNE		Erwan CARAËS	
Thierry MOREAU		Karine LAUNAY	
Joël FROGET		Graziella LEBEAU	
Cédric CLAVREUL		Julien MICHELY	<i>Excusé</i>
Marion BODINEAU	<i>Excusée</i>	Wesley BOISARD	
Émerik GILBERT	<i>Excusé</i>		